

PAR PHILIPPE BERNARD

Les Gafam réveillent les Etats

Longtemps, le marché passé par les géants du Web avec le public est resté obscur. Forts de la promesse d'un monde sans frontières, vaste forum où toutes les libertés pourraient s'épanouir et les droits humains prospérer, où le travail serait enrichi par l'automatisation des tâches d'exécution, les promoteurs du numérique nous ont offert un univers fabuleux de messageries instantanées, de réseaux sociaux, de «nuages» aux capacités de stockage illimitées. Nous nous épanchons sur des visiophones planétaires, nous roulons malin grâce aux GPS participatifs, nous retrouvons en deux clics le nom ou l'idée oubliée, et partageons avec le monde entier nos enthousiasmes et nos colères.

Il a fallu du temps, mais le contrat implicite imposé par les Gafam à leurs milliards d'utilisateurs a fini par s'éclaircir : en échange de la fourniture gratuite de services performants et attractifs, Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft se sont arrogé le droit d'épier nos moindres gestes, de mémoriser nos choix, de collecter à grande échelle ces données personnelles pour les revendre ou les utiliser à leur profit. «Beaucoup de consommateurs croient qu'Internet est gratuit. Nous savons, au regard des profits de Google [27,8 milliards d'euros de

bénéfices en 2018], que ce n'est pas le cas», remarque le Texan Ken Paxton, l'un des cinquante procureurs d'Etats américains qui vient d'ouvrir une enquête visant Google, accusé de monopoliser et de fausser le marché.

Des scandales comme celui de la firme Cambridge Analytica, qui a aspiré les données de dizaines de milliers d'utilisateurs de Facebook afin de diffuser des messages ciblés favorables au Brexit et à Donald Trump, ont contribué à dessiller les yeux des consommateurs. Ces révélations de manipulation politique, comme celles dénonçant les dégâts sociétaux liés à l'addiction à l'Internet, ont semblé un temps remettre en cause la prééminence des Gafam et menacer leur popularité planétaire.

Hold-up sur nos vies privées

Il n'en est rien. Le «*tech backlash*», ce retour de bâton annoncé aux Etats-Unis, ne s'est pas produit, souligne le *New York Times*. La réputation que peut nous inspirer le vaste hold-up opéré sur nos vies privées est loin de surpasser notre dépendance à nos smartphones et autres appareils connectés. Le nombre de comptes Facebook augmente de 8 % chaque trimestre et les ventes d'Alexa, l'enceinte connectée d'Amazon, se portent à merveille.

Comme face au changement climatique, nous pestons mais ne changeons guère.

La critique de l'emprise des Gafam se développe désormais sur un autre plan, plus fondamental et sans doute plus porteur. Avec leur capitalisation boursière qui se compte en milliers de milliards de dollars, leurs serveurs colossaux gorgés d'informations personnelles sur des milliards d'êtres humains, leur croissance vertigineuse, les géants numériques se mesurent désormais ouvertement aux Etats. Leurs représentants rechignent à rendre des comptes aux élus et se moquent des règles fiscales. Bluff ou réalité, les Gafam se font fort de façonner les opinions et les comportements.

Nous ne devrions pas nous en étonner. Après tout, les discours généreux et universalistes des maîtres de la Silicon Valley, l'obsession de Mark Zuckerberg (Facebook) de «rendre le monde meilleur» masquent leurs racines idéologiques libertariennes (mélange d'ultralibéralisme et d'anarchisme) qui érigent l'individualisme en moteur de la prospérité et de l'épanouissement humain et abhorrent les Etats, ces «vieilles institutions qui aiment la loi» (Larry Page, cofondateur de Google). Ces faux hippies californiens rêvent d'abattre toute forme d'organisation collective pour conforter leur «meilleur des mondes» et leurs profits.

L'une après l'autre, les confessions des architectes de Facebook et de leurs concurrents tombés dans la dissidence le confirment : les réseaux sociaux ont été conçus pour créer une dépendance à leur égard. Objectif : grossir le flux de données personnelles exploitées grâce à leur valeur prédictive sur nos comportements d'achat ou de vote, et assurer le retour sur investissement de leurs actionnaires. Leur puissance repose sur la captation de ces «da-

tas», matière première gratuite et illimitée. Sur ce gisement infini prospère le nouveau «capitalisme de surveillance» décrit par l'universitaire américaine Shoshana Zuboff. Porteurs d'une utopie de l'individu roi, assis sur un tas d'or exponentiel, les Gafam se posent en grandes puissances et défient désormais les principaux Etats du globe.

Mais les Etats eux-mêmes passent à la contre-attaque. En Europe d'abord, avec les premières tentatives de réglementer l'usage des données et de taxer les profits. Et désormais aux Etats-Unis, où l'on ressort les vieilles lois antitrust pour tenter de juguler la surpuissance des patrons de la Silicon Valley, qui prétendent favoriser les innovations mais tuent, copient ou rachètent tout autour d'eux. Le projet de Facebook visant à fabriquer une monnaie, significativement baptisée «Libra», a créé un choc : les Gafam prétendent désormais battre eux-mêmes monnaie et empiéter sur un attribut fondamental et séculaire des Etats.

Peut-on modifier le contrat, désormais plus clair mais potentiellement ravageur, entre les Gafam et nous ? Les usagers n'ont sans doute pas dit leur dernier mot. Tim Berners-Lee, l'inventeur du Web, développe un outil visant à leur restituer la propriété de leurs données personnelles. Shoshana Zuboff défend la prohibition du «vol» de ces données et la promotion des firmes alternatives rejetant le modèle basé sur la surveillance de la vie privée. Peut-on sortir de la dépendance au marché des données et ramener à la raison des entités privées dont les dirigeants auto-proclamés aspirent à une hégémonie mondiale ? La balle est dans le camp des Etats. A moins qu'il ne soit déjà trop tard. ■

(Jeudi 26 septembre.)